

## Police-sécurité-droits-vidéosurveillance-IDF,PREV

### Sartrouville, 53.000 habitants, 53 caméras de vidéosurveillance (REPORTAGE)

Sartrouville, Yvelines : Depuis huit ans, Sartrouville et ses 53.000 habitants se sont progressivement habitués à vivre sous l'oeil de 53 caméras de vidéosurveillance, qui ont contribué, selon la municipalité, à faire reculer la délinquance de 25%, sans constituer la panacée.

Au poste de contrôle de la police municipale, deux agents de surveillance se succèdent 24H/24 devant la dizaine d'écrans qui forment un mur d'images. Ils peuvent, grâce à un joystick, piloter à distance les caméras.

Selon la municipalité, les caméras ont été placées prioritairement à des endroits de forte affluence, comme la gare, et dans les quartiers sensibles situés sur un plateau au nord de cette ville qui attire de plus en plus les classes moyennes.

C'est en 2001 que Sartrouville a commencé à se doter de caméras de vidéosurveillance reliées par fibre optique à la police municipale et à la police nationale, pour un coût de 3 millions d'euros sur 10 ans, qui mobilisent dix agents à temps complet. La ville avait connu des violences après la mort en 1991 d'un jeune tué par un vigile dans la cité des Indes.

"Nous avons enregistré une baisse de plus de 25% de la délinquance depuis 2001", assure Raynald Godart, maire-adjoint UMP chargé de la sécurité.

Selon lui, lors des émeutes de 2005, les caméras ont permis d'interpeller onze personnes transportant des bidons d'essence "avant qu'elles ne passent à l'action". Le dispositif de vidéosurveillance a suscité plus d'adhésion que de protestation, assure-t-il, car "cela s'est fait avec les associations de quartier et les habitants".

Selon la préfecture des Yvelines, les 28 communes du département équipées de vidéosurveillance ont enregistré une baisse 9,92% de la délinquance de proximité en 2008, contre un recul de 7,14% sur l'ensemble des communes des Yvelines.

"Les caméras sont un maillon de la chaîne de sécurité qui permettent d'avoir une vision en direct du territoire", ajoute l'élu, soulignant qu'"il n'y a pas que cela, il faut des policiers sur le terrain".

Le directeur de la police municipale, Jean-Michel Tisserand, voit dans la vidéosurveillance un moyen de "mieux gérer les effectifs de la police municipale comme de la police nationale" et d'être "plus dans la prévention".

Côté habitants et commerçants, la vidéosurveillance est plus ou moins bien acceptée: "les caméras, je n'y fais pas attention, ça peut peut-être rassurer des commerçants mais je ne pense pas qu'on a senti un effet", dit Gérard Siourisse, conseiller immobilier, notant toutefois que "l'image de Sartrouville s'est améliorée" auprès des acheteurs.

Pour Franck, 44 ans, employé dans la restauration, "quand on n'a rien à se reprocher, je ne vois pas où est le problème". Mais d'après Mansour, un fonctionnaire de 49 ans qui requiert

aussi l'anonymat, "cela n'a pas porté ses fruits". "Il faudrait plus de présence policière dans les quartiers chauds parce que la dissuasion, c'est vraiment les hommes", dit-il.

Du côté de l'opposition municipale, Revelyne Chabrun (PS) estime que la vidéosurveillance "n'est pas un mauvais système car cela permet des flagrants délits et rassure une partie de la population". "Mais cela montre ses limites: la délinquance est déplacée vers les rues sans caméra, il suffit de mettre une capuche sur la tête pour ne pas être reconnu et les caméras sont régulièrement détruites", relève-t-elle, en déplorant le manque "d'accompagnement humain".

"Le nombre de voitures brûlées a peut-être baissé, dit l'élue socialiste, mais les incivilités, les petites agressions n'ont pas diminué et c'est la petite délinquance que les gens supportent le moins bien".